

"Un poste qui vient réellement de prendre forme" dans Frankfurter Allgemeine Zeitung (17 octobre 2006)

Légende: Paru le 17 octobre 2006 dans le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung, l'article rend hommage au parcours de Javier Solana comme haut représentant pour la PESC et commente les spéculations sur sa future succession.

Source: Frankfurter Allgemeine Zeitung. 17.10.2006. Frankfurt/Main. "Das Amt erst richtig geschaffen", auteur: Bacia, Horst, p. 12.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/un_poste_qui_vient_reellement_de_prendre_forme_dans_frankfurter_allgemeine_zeitung_17_octobre_2006-fr-c492ec9a-643b-47a8-b21b-a82f110b9586.html



Date de dernière mise à jour: 08/08/2016

Un poste qui vient réellement de prendre forme

À peine a-t-on suggéré que Solana pourrait être las de ses fonctions, que les premiers candidats à sa succession se sont manifestés / par Horst Bacia

BRUXELLES, 16 octobre. Cela fait sept ans maintenant que Javier Solana est le chef de la diplomatie de l'UE. Durant cette période, sa personne et sa fonction se sont confondues à tel point qu'il est difficile d'imaginer que ce rôle exigeant puisse être tenu par quelqu'un d'autre. Lorsque, le 18 octobre 1999, cet Espagnol affable a quitté le quartier général de l'OTAN à la périphérie de Bruxelles pour intégrer le bâtiment du Conseil de ministres de l'UE à la place Robert Schuman, la fonction d'un haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union n'existait encore que sur le papier. Aujourd'hui, Solana est un interlocuteur et un médiateur très demandé. Avec son charme et sa volonté incessante de donner un visage et une voix à la politique étrangère européenne, c'est lui au fond qui a créé cette fonction dans son importance actuelle. Il est encore difficile de s'habituer à l'idée qu'il faudra un jour lui trouver un successeur.

Mais sept ans sont longs, surtout dans un métier fatigant. Ils ont laissé des traces sur son visage marqué de rides. Et s'il se tient si droit, c'est qu'il souffre du dos. Au mois de juillet, Solana a eu 64 ans. Depuis qu'il a quarante ans, cet ancien professeur de physique occupe une première place en politique. Pendant quatre ans, à compter de 1995, pendant la crise des Balkans, il a été Secrétaire général de l'OTAN. À partir de 1982, il a fait partie du gouvernement espagnol, à la fin comme ministre des Affaires étrangères. Il n'est donc pas étonnant que devant un calendrier écrasant, il paraisse parfois un peu fatigué.

Est-il également las de ses fonctions? Depuis plusieurs semaines, les spéculations vont bon train à ce sujet à Bruxelles. Seul Solana, semble-t-il, peut donner une réponse fiable. «Le poste n'est pas vacant», déclare sa porte-parole de longue date, Cristina Gallach. Mais d'autres collaborateurs laissent entendre qu'il n'est pas certain pendant combien de temps encore leur chef voudra s'investir. Un an peut-être? Jusqu'à la fin de l'année en cours ou de l'année prochaine? Les rumeurs et les pronostics ne donnent pas d'image claire. Le mandat de Solana se termine en 2009. En été 2004, les chefs d'État ou de gouvernement européens l'ont désigné comme premier ministre aux Affaires étrangères de l'UE. Mais après l'échec du référendum sur la Constitution en France et aux Pays-Bas, il n'en sera rien. Le projet qui aurait créé un ministère européen des Affaires étrangères est reporté au moins jusqu'en 2009.

Ce n'est pas un secret qu'il y a plus d'un an déjà, Solana s'est montré las de ses fonctions, lorsqu'il a dû reconnaître que les règles du traité établissant une constitution visant à rendre plus efficace la politique étrangère commune ne vaudraient pas encore pour lui et son deuxième mandat. L'espoir qu'au moins quelques-unes des dispositions pourraient être rapidement mises en vigueur par les chefs d'État ou de gouvernement ne s'est pas réalisé non plus. Contrairement au ministre des Affaires étrangères, le haut représentant ne dispose pas d'un droit d'initiative dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité; il doit attendre d'obtenir un mandat des États membres. De plus, il doit toujours céder le pas, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, au ministre des Affaires étrangères du pays qui assure la présidence du Conseil et qui change tous les six mois. D'autre part, les rapports de concurrence, ancrés dans les structures actuelles, avec la Commission de l'UE et ses compétences en matière de relations extérieures, vont continuer d'exister pour l'instant – le ministre des Affaires étrangères, qui serait en même temps vice-président de la Commission, pourrait surmonter cette contradiction. Mais Solana ne se résigne pas pour autant. Au contraire, il réussit toujours à épuiser ses compétences jusqu'à leurs limites et à faire avancer la politique étrangère commune.

Si, malgré l'absence actuelle de résultats, l'UE est désormais reconnue également par Israël en tant que partenaire dans la solution du conflit au Moyen-Orient, cela est dû en grande partie à Solana. Le plan de paix au Moyen-Orient (*road map*) est essentiellement un produit de l'UE; et le Quatuor, au sein duquel les représentants de l'Union interviennent désormais ensemble avec les États-Unis, la Russie et le Secrétaire général des Nations unies, est dû à une initiative de Solana. Convaincu que la politique étrangère et de sécurité commune naît surtout dans les missions communes et puise en elles sa légitimation, il a toujours prôné auprès des États membres les interventions communes de l'UE, d'abord dans les Balkans, mais maintenant de plus en plus souvent aussi en dehors de l'Europe: dans la province indonésienne en crise

d'Aceh, à la frontière de Rafah dans la bande de Gaza, et enfin avec une opération militaire pour appuyer les élections au Congo.

Le coup d'envoi des récentes spéculations sur une fin prématurée du mandat de Solana a de toute évidence été donné au début du mois d'août par le Premier ministre espagnol Zapatero. Il a parlé de Solana comme candidat aux fonctions de maire de Madrid. Il y a quatre ans, le Madrilène d'origine aurait peut-être trouvé cette offre attrayante, car le parti socialiste était encore dans l'opposition à ce moment-là, et une victoire aux élections aurait peut-être été un premier pas vers le retour à la politique intérieure espagnole. Mais cette fois-ci la réponse ne s'est pas fait attendre. La fonction de maire de Madrid, a fait dire Solana, n'entraîne pas dans son projet de vie. On a toutefois peu parlé du sondage mené à un moment donné par la France pour savoir s'il aurait eu une chance contre le Coréen Ban Kimoon en tant que candidat européen aux fonctions de Secrétaire général des Nations unies. Mais les Allemands, dit-on à Bruxelles, ne se sont pas montrés intéressés, et de toute façon personne n'a compté sur les Britanniques. Solana serait-il malgré tout sur le point d'aller ailleurs? Mais où?

Quoi qu'il en soit de ces rumeurs, on cite déjà le nom de personnes intéressées à sa succession. Il y a par exemple le commissaire de l'UE, Verheugen. Certes, il dément briguer un autre poste que celui qu'il occupe pour l'instant. Mais s'il a pu penser avoir une chance – en tant que spécialiste de longue date de la politique étrangère et de sécurité et en tant qu'ancien commissaire à l'élargissement bien connu dans les nouveaux États membres – cette chance semble désormais s'être évanouie à cause de la récente affaire qu'il a déclenchée avec sa critique provocatrice de l'appareil administratif de la Commission. Un autre candidat possible pourrait être l'ancien Premier ministre suédois Bildt, qui, après une absence assez longue de la politique, a réintégré le nouveau gouvernement de centre-droit en tant que ministre des Affaires étrangères. Mais aucun candidat sérieux ne voudra se lancer dans l'arène tant que la date à laquelle le détenteur actuel du poste entend libérer sa place restera incertaine. Berlin laisse entendre que le gouvernement fédéral compte fermement sur le fait que Solana reste à son poste durant la présidence allemande en tant que haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité. Mais même une phrase comme celle-là ne fait pas taire toutes les spéculations.